

Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophes

Mise en place d'une coordination nationale

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LES ONGs gabonaises membres du Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophes (GNDR) ont participé, mercredi, à Libreville, à un atelier de sensibilisation aux enjeux de la réduction des risques et catastrophes. Il était aussi question de mettre en place une coordination nationale de ladite plateforme devant mener des activités pour renforcer la collaboration entre les membres GNDR du Gabon. Les échanges étaient donc focalisés sur la prévention des catastrophes et l'importance d'avoir une coordination dynamique travaillant sur la mise en place d'un programme de travail.

"Aujourd'hui, nous parlons plus du climat qui devient changeant. Nous avons dans notre pays, des situations de pluies torrentielles, des vents violents, des glissements de terrain, etc. Tous ces phénomènes affectent notre population qui devient vulnérable face à ces situations", a indiqué Crépin Engouang, un des participants.

Dans l'ensemble, ceux qui ont pris part à ces travaux insistent pour dire qu'il est urgent de trouver des solutions. La société civile doit se mettre en réseau pour résorber les questions de réduction des risques de catastrophes au Gabon. À



Crépin Engouang, coordinateur national de GNDR au Gabon.

Photo : Maixent NTOUTOUME



Vue des participants lors des travaux.

Photo : Maixent NTOUTOUME



Photo de famille des participants venus de différentes associations.

Photo : Maixent NTOUTOUME

travers les mécanismes mis en place, la coordination nationale va procéder à une large information et sensibiliser autour de cette problématique.

La direction générale de la société civile du ministère de l'Intérieur était représentée à ces travaux par Hortense Moussounda, fa-

cilitateur de la plateforme nationale. Son rôle était d'harmoniser les échanges pour la mise en place de la coordination nationale GNDR.

"Notre contribution est de permettre aux associations qui œuvrent dans la prévention des risques et catastrophes de pouvoir

se mettre ensemble et les aider à coordonner leurs activités, les orienter vers les différents cadres de travail qui existent soit au niveau international, régional ou national, car ils vont devoir travailler avec d'autres associations dans le monde entier", a-t-elle indiqué.

Le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes est le plus grand réseau international d'organisations qui se sont engagées à travailler ensemble pour améliorer la vie des personnes touchées par les catastrophes du monde entier.

Forum de la FAO et l'Union africaine

Les journalistes au fait des ODD

JM
Libreville/Gabon

L'ORGANISATION des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé dernièrement à Durban, pendant trois jours, un atelier de sensibilisation et de consultation avec des journalistes, des partenaires, des médias et des professionnels de la communication des Agences du Système des Nations unies et de l'Union africaine.

Le but de cette rencontre était d'améliorer les efforts de plaidoyer en faveur des actions conjointes par les principaux acteurs et les médias pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. La représentante régionale adjointe de la FAO pour



Les journalistes lors du forum de Durban.

Photo : DR

l'Afrique, Jocelyn Brown-Hall, y voit "la nécessité d'œuvrer pour une action concertée et d'adopter une approche multisectorielle visant la réalisation des

ODD et de l'Agenda 2063". Avant de préciser : "La hausse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle appelle à des actions immédiates pour atteindre les

objectifs de développement durable. Il est temps d'agir. La progression de la faim dans le monde à l'ère des objectifs de développement durable sonne l'alarme la

plus forte mais le monde ne parvient pas à prendre des mesures de transformation nécessaires pour réaliser les ODD. La situation est alarmante. Nous sommes en retard et nous devons unir nos efforts pour atteindre ces engagements. Communiquons sur les Objectifs de développement durable pour l'Afrique que nous voulons."

Toutefois, les dialogues régionaux récents en Afrique ont recommandé que l'Agenda 2030 sur les ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui sont complémentaires, requièrent des actions conjointes accélérées de plaidoyer, de partage et d'échanges d'informations. À cet égard, les médias ont la capacité de jouer un rôle clé dans la promotion d'actions communes menées par les parties prenantes.

Brèves

La production équato-guinéenne de pétrole va grimper de 15 000 b/j avant la fin de ce mois

MERCREDI, le ministre équato-guinéen du Pétrole, Gabriel Obiang Lima (photo), a déclaré que le pays augmentera sa production pétrolière de 15 000 b/j avant la fin de ce mois. Ceci grâce à une découverte récente de la société américaine Noble Energy. La réserve logée dans le puits Aseng 6P du bloc offshore 1 a été découverte le 27 août dernier et entrera en service dans les prochains jours. Son exploitation sera facilitée par l'association des infrastructures existantes. Aujourd'hui, la Guinée équatoriale, plus petit producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), extrait 128 000 b/j. Le mois dernier, la production était de 130 000 b/j. Mais le ministre a rassuré que la production moyenne entre septembre et la fin de cette année sera de 145 000 b/j. Par ailleurs, il a indiqué qu'un nouveau puits sera foré avant la fin de cette année sans préciser par qui. "Il est clair qu'en 2020, nous verrons une augmentation de la production de pétrole brut", a-t-il ajouté.

Nigeria LNG signe avec Saipem, Chiyoda et Daewoo le contrat EPC de son septième train de liquéfaction

NIGERIA LNG, le producteur de gaz naturel liquéfié, a adressé au consortium SCD une lettre d'intention (LoI) pour le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) de son septième train de liquéfaction de gaz naturel. Le consortium est composé de l'Italien Saipem, du Japonais Chiyoda et du Sud-Coréen Daewoo. La compagnie a précisé que l'émission de cette LoI est l'un des principaux jalons que ses actionnaires doivent franchir avant la prise de la décision finale d'investissement du projet. Celle-ci devait être prise au dernier trimestre de l'année dernière. Beaucoup d'incertitudes demeurent quant à l'atteinte de ce niveau clé. Le nouveau train permettra de porter la production de l'usine de 22 Mtpa à 30 Mtpa et l'investissement nécessaire à la réalisation et la mise en service de l'installation est de 7 milliards de dollars.

Rassemblées par MNN